

LA CONFIANCE ENVERS LES INSTITUTIONS AU CANADA EST-ELLE EN DIMINUTION ? UNE ANALYSE LONGITUDINALE

Isabelle Valois

*Université de Montréal
Pavillon Lionel-Groulx
C. P. 6128, succursale Centre-ville
Montréal QC H3C 3J7
Isabelle.valois@umontreal.ca*

Résumé.

La confiance institutionnelle demeure un sujet d'intérêt et de préoccupation depuis près de 50 ans. Comme la confiance est considérée comme un ingrédient essentiel au fonctionnement institutionnel et à la vitalité de la vie démocratique, plusieurs chercheurs, mobilisant des indicateurs de confiance institutionnelle, se sont alarmés d'une diminution de la confiance envers les institutions. Par contre, d'autres chercheurs demeurent prudents alléguant notamment une disponibilité relativement limitée des données longitudinales concernant la confiance institutionnelle d'où l'impossibilité d'obtenir un portrait montrant des tendances claires qui permettraient de tirer de telles conclusions. Cette recherche a comme objectif de remédier à ces lacunes en utilisant des données portant sur la confiance institutionnelle au Canada provenant de 63 sondages complétés entre 1974 et 2014. Les sondages proviennent de sources multiples (Canadian Election Study, Project Canada series, Environics Research group series, données canadiennes de sondages multinationaux). Nous utilisons l'analyse multiniveau afin d'évaluer l'évolution de la confiance institutionnelle au Canada ce qui nous permet, entre autres, de contrôler certains effets liés à la diversité des maisons de sondage et des bases de données ainsi qu'à la formulation des questions de confiance. Les cibles institutionnelles à l'étude concernent la religion, l'éducation, la justice, le politique, l'économique, les forces armées, la police, les médias et les syndicats. Les résultats préliminaires portent à croire que la confiance institutionnelle varie dans le temps, mais apparaît beaucoup plus résiliente et stable que ce que certains chercheurs ont craint, du moins dans le cas du Canada.

Mots-clés. Confiance institutionnelle, analyse longitudinale multiniveau, Canada

Description de la présentation

Plusieurs sociologues considèrent la confiance comme une condition nécessaire à l'élaboration et au maintien d'un corps social fonctionnel (Durkheim 1893, Parsons 1937, Garfinkel 1963, Lewis 1985, Lewis and Weigert 1985) ou nécessaire au fonctionnement des sociétés modernes. (Luhmann 1968, Giddens 1990, Seligman 1997)

Paradoxalement, depuis la fin des années 1960, on remarque une préoccupation quasi constante de l'état de la confiance institutionnelle ; on craint qu'un déclin de la confiance institutionnelle implique une remise en cause de la légitimité des institutions (et des élites) ce qui menacerait la stabilité de l'ordre social. (Dunham and Mauss 1976, Ladd 1976, Bergesen and Warr 1979, Weiler 1982, Lipset and Schneider 1987, Hoffmann 1998, Newton and Norris 1999)

Cette préoccupation est particulièrement saillante lorsqu'il est question de la confiance envers les institutions politiques étant donné qu'elle serait un ingrédient important à la viabilité et la vitalité d'un régime politique à vocation démocratique. (Mishler and Rose 1997, Norris 2012) D'ailleurs, on retrouve de nombreux articles, qui mobilisent certains indicateurs de confiance institutionnelle politique¹, cherchent à comprendre les déterminants de cette confiance, par exemple (Mishler and Rose 2001) et/ou son évolution temporelle (Siu-Kai 1996, Catterberg and Moreno 2005) et depuis 1995, on remarque un intérêt accru pour les comparaisons internationales surtout lorsqu'on s'intéresse aux démocraties émergentes. (Steen 1996, Mishler and Rose 1997, Turner and Martz 1997)

Évidemment, les études mobilisant les indicateurs de confiance institutionnelle ne se limitent pas strictement à la sphère politique, mais s'étendent souvent au-delà. (Caldeira 1986, Guppy and Davies 1999, Gibson, Caldeira et al. 2003, Van de Walls, Van Roosbroek et coll. 2008, Frangi, Hennebert et coll. 2014, Bean 2015)

Toutefois, si la thèse du déclin ou la figure de la crise semble des thèmes récurrents depuis les années 1970, certains estiment que les données disponibles ne supportent pas d'une manière convaincante ces thèses.

Par exemple, alors que selon Fushs et Kliengerman (1995) le débat théorique sur une possible crise affligeant les régimes politiques démocratiques de l'Occident est à son apogée, Ladd (1976) conclut qu'en ce qui a trait aux États-Unis : « Available data surely do not sustain the argument that the U.S. has experienced any sort of a legitimacy crisis- or that the country is at the beginning of one. This is not to say that the argument cannot be made, only that the polls do not support it. » (Ladd 1976 ; p. 552) L'ouvrage de Lipset et Schneider (1987) *The Confidence Gap* semble aller dans le même sens lorsqu'on évalue directement la confiance envers les institutions (plutôt que d'évaluer la confiance envers les gens responsables de l'institution). En effet, ils rapportent que les résultats obtenus quant à la confiance institutionnelle telle qu'évaluée par Gallup entre 1973 et

¹ On regroupe souvent ces indicateurs sous le vocable de « political trust ».

1985 varient très peu. (Lipset et Schneider 1987 ; p. 57) Listhaug et Wiberg comparent l'évolution de la confiance institutionnelle dans 14 pays de l'Europe de l'Ouest en utilisant deux temps de mesure. Ils concluent qu'on ne peut détecter aucune tendance générale à la hausse ou à la baisse. (Listhaug and Wiberg 1995) Plus tard, en 2012, Norris remarque que plusieurs auteurs qui examinent l'évolution de la confiance institutionnelle et politique depuis les trente dernières années en Europe ne peuvent conclure à une érosion d'un support au système et que les données ne semblent suivre aucune tendance particulière. (Norris 2012 ; p. 29)

D'ailleurs, plusieurs études rapportant un déclin de la confiance institutionnelle utilisent peu de temps de mesure et souvent celles-ci couvrent des périodes de temps plutôt restreintes. En effet, outre peut-être pour les États-Unis (Smith and Son 2013, Gallup 2015), les données disponibles permettant d'évaluer la confiance institutionnelle à travers le temps sont relativement limitées.

C'est particulièrement vrai dans le cas du Canada. Les études empiriques publiées qui mobilisent les données de sondage concernant les questions de confiance institutionnelle semblent apparaître au milieu des années 1990. Les indicateurs de confiance institutionnelle sont généralement mobilisés parmi plusieurs autres pour explorer les possibilités d'un changement structurel et de valeurs dans les sociétés dites post-modernes (Nevitte 1996, Nevitte 2002) et/ou pour évaluer la qualité de la relation qu'entretient le citoyen avec les institutions gouvernementales. (Zussman 1997, Crête, Pelletier et coll. 2006, Crête, Pelletier et coll. 2007, Zussman 2011) Les quelques études longitudinales rapportant ou analysant principalement l'évolution de la confiance institutionnelle couvrent la période de 1974 à 1995 (Guppy and Davies 1999) ou la période de 1974 à 2000 (Roberts 2005) et emploient respectivement 6 points de mesure dans le temps.

Nous nous proposons de pallier ces lacunes afin d'obtenir le portrait le plus complet et le plus riche de l'évolution de la confiance institutionnelle au Canada. Pour ce faire, nous avons tenté de recenser, de la manière la plus exhaustive possible, l'ensemble des questions de sondage portant sur la confiance institutionnelle au Canada en consultant les diverses bases de données institutionnelles et publiques. Nous avons ainsi répertorié 63 sondages comportant des questions de confiance institutionnelle collectées entre 1974 et 2014 que nous avons ensuite combinées dans une seule et même base de données. Ces sondages furent effectués pour le compte de divers projets d'étude ou par différentes firmes de sondages ; on compte parmi ceux-ci les Gallup Report, plusieurs sondages provenant de la firme Environics, les World Value Surveys, le Project Canada, plusieurs sondages des Études Électorales Canadiennes, quelques études de Statistique Canada, un sondage effectué par GPC Research, des sondages effectués pour le compte de l'International Social Survey Programme, un sondage effectué pour le projet God in Society in North America et quelques sondages provenant du projet America Barometer.

Les questions de confiance recensées portent sur les institutions suivantes : la religion, le système scolaire, les syndicats, le système de justice, les institutions économiques, les institutions politiques, les médias, l'armée, et la police. On obtient ainsi un échantillon total de 194 412 individus ayant été interrogés sur des questions de confiance institutionnelle.

La majorité des questions proposait 4 choix de réponses. Par contre, certaines questions n'offraient que 3 choix de réponses, alors que d'autres en offraient 5 choix ou 7 choix. Pour les besoins de l'analyse, nous avons transformé l'ensemble de la distribution des réponses à ces questions en créant une échelle de 1 à 7 où 1 exprime le moins de confiance et où 7 exprime le maximum de confiance. Nous avons attribué les valeurs de 1, 4,7 aux variables d'origine offrant trois choix de réponses, les valeurs 1, 3, 5,7 aux variables d'origine proposant 4 choix de réponses et les valeurs 1, 3, 4, 5,7 aux variables d'origine offrant 5 choix de réponses.

Ensuite, pour les besoins de l'analyse multiniveau, nous avons combiné les variables de confiance en une seule variable dépendante. Cette dernière comprend 1 184 112 réponses à des questions de confiance institutionnelles. Le tableau 1.1 permet d'apprécier la composition de cette variable.

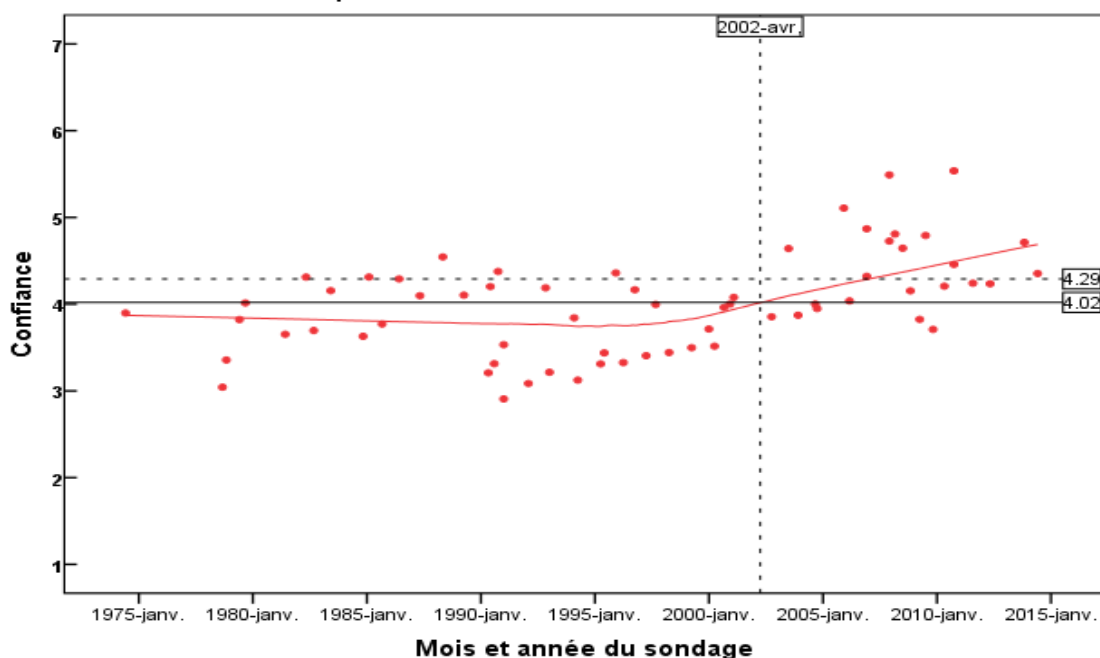
Tableau 1.1

Institution	Moyenne de la confiance déclarée	Écart-type	Période de temps à l'étude	Nombre de réponses obtenues	Nombre de sondages
Police	5,30	1,47	1982 à 2014	133 685	28
Éducation	4,77	1,50	1974 à 2013	107 815	32
Armée	4,69	1,71	1982 à 2014	34 201	22
Justice	4,46	1,65	1974 à 2014	165 675	48
Économie	4,45	1,59	1974 à 2013	305 288	49
Religion	4,04	1,91	1974 à 2011	51 870	34
Média	3,93	1,56	1974 à 2014	87 708	41
Politique	3,57	1,67	1974 à 2014	246 935	58
Syndicat	3,11	1,72	1974 à 2011	50 935	36
Total	4,29	1,72	1974 à 2014	1 184 112	63

Le graphique 1.1 illustre l'évolution temporelle de la variable dépendante. Les résultats présentent la confiance moyenne déclarée par sondage. La courbe observée modélise l'évolution de la confiance à travers le temps telle qu'évaluée à partir de la méthode Loess et de la fonction Epanechnikov. On remarque que la confiance y apparaît relativement stable, mais que celle-ci tend à augmenter à partir des années 2000.

Graphique 1.1

Évolution temporelle de la confiance institutionnelle au Canada



4.29 représente la moyenne totale en fonction du nombre de répondants à chaque question.
4.02 représente la moyenne pondérée par sondage.

Notons que cette augmentation de la confiance à partir des années 2000 conjuguée à la présence, dès 2003, de sondages provenant de Statistique Canada, qui s'appuient sur un nombre de répondants beaucoup plus importants, tendent à faire augmenter la moyenne de la confiance institutionnelle totale observée. L'agrégation des données par sondage, permet de pondérer cette moyenne et par le fait même d'obtenir un portrait plus sobre de la confiance institutionnelle moyenne au Canada en ramenant sa valeur à 4,02.

Nous analysons ensuite la variable dépendante à l'aide d'une technique d'analyse multiniveau comprenant trois niveaux. Le niveau 1 est constitué des différentes mesures de confiance institutionnelle. Ces mesures sont elles-mêmes nichées au niveau 2, le niveau des déterminants de la confiance sur le plan individuel. Pour l'instant, nous n'introduisons qu'une seule variable au niveau 2, la province de résidence du répondant au moment où celui-ci a participé à l'étude. Nous avons recodé cette variable en quatre régions canadiennes, c'est-à-dire, les Maritimes, le Québec, l'Ontario et l'Ouest canadien. Le niveau 3 correspond au niveau des sondages qui sont temporellement situés. À ce niveau, nous introduisons une variable temporelle construite à partir du mois médian de la période couverte par la collecte de donnée et de l'année où la collecte de donnée a eu lieu. Nous avons ensuite mis cette variable au carré afin de modéliser avec le plus de précisions possible l'évolution temporelle de la confiance qui n'apparaît pas strictement linéaire. Enfin, étant donné la variabilité des sources ayant produites les sondages, certaines formulations de question ne sont pas identiques. La formulation A demande

“How much confidence do you have in X?” mais certaines formulations demandent “How much trust do you have in X?” ou par exemple, “How much confidence do you have in the ability of X to make a real contribution to society?”. La formulation A est de loin la plus fréquente. Nous avons créé une variable binaire permettant d’évaluer si l’utilisation de la formulation A avait un impact différencié sur la confiance déclarée par un répondant comparativement aux autres formulations répertoriées.

Le tableau 2.1 présente quatre des six modèles multiniveaux de base. Nous avons omis les modèles 1 et 2 par souci d’espace. De toute façon, les coefficients demeurent remarquablement stables, peu importe l’ajout des variables indépendantes subséquentes dans le cadre des analyses présentées.

	Modèle 0		Modèle 3		Modèle 4		Modèle 5	
Intercept	4.007		3.749112		3.749145		3.766822	
Niveau 1								
Les institutions								
Politique			-0.331417 ***		-0.331401 ***		-0.331404 ***	
Justice			0.406168 ***		0.406159 ***		0.406159 ***	
Armée			0.852517 ***		0.852513 ***		0.852508 ***	
Police			1.204630 ***		1.204630 ***		1.204632 ***	
Système scolaire			0.730450 ***		0.730453 ***		0.730455 ***	
Religion			0.339391 ***		0.339402 ***		0.339405 ***	
Média (référence)								
Économie			0.373696 ***		0.373710 ***		0.373710 ***	
Syndicat			-0.573569 ***		-0.573625 ***		-0.573628 ***	
Niveau 2								
Les régions du Canada								
Maritimes			0.186492 ***		0.186482 ***		0.186484 ***	
Québec			0.041816		0.041800		0.041802	
Ontario			0.091284 ***		0.091266 ***		0.091268 ***	
Ouest (référence)								
Niveau 3								
L'effet du temps								
temps			0.001095 ***		-0.003659 *		-0.003539 *	
temps au carré					0.000009 ***		0.000009 ***	
L'effet de la formulation								
Formulation A							-0.023932	
Variance								
Mesures de confiance	2.0388	67.2%	1.8000	67,8%	1.8000	68%	1.8000	68%
Répondants	0.6802	22.4%	0.7146	26,9%	0.7147	27%	0.7147	27%
Sondages	0.3138	10.3%	0.1388	5,0%	0.1201	4,5%	0.1200	4,6%
Total	3.0328		2.6534		2.6347		2.6347	
Deviance	4408680		4282876		4282866		4282866	
Paramètres estimés	4		16		17		18	

On observe que la majorité de la variance de la variable de confiance est attribuable à la différence des cibles institutionnelles avec 68 % de la variance totale. Par rapport à la

catégorie de référence, les médias, seuls le politique et les syndicats se démarquent négativement.

Au niveau deux, on observe que les Maritimes et l'Ontario se démarquent positivement et significativement de la région de l'Ouest canadien alors que le Québec n'atteint pas la signification statistique. Il semble donc que les répondants résidants dans les Maritimes tendent à exprimer en moyenne plus de confiance, suivi de l'Ontario, mais qu'on ne trouve aucune différence entre les résidents de l'Ouest canadien et les résidents du Québec.

Enfin, au niveau trois, l'ajout de la variable temps confirme que la confiance moyenne institutionnelle enregistrée au Canada a augmenté. Toutefois, lorsqu'on ajoute la variable de temps au carré, on observe que le coefficient de temps devient négatif et que le coefficient du temps au carré est faiblement positif. La confiance moyenne a donc subi une légère baisse à travers le temps pour ensuite remonter à un niveau moyen supérieur à 1974. De plus, on remarque que l'emploi de la formulation A par rapport aux autres formulations n'est pas associé à une différence statistiquement significative sur la déclaration de confiance par les répondants.

Le tableau 3.1 contient le résultat d'une analyse exploratoire qui cherche à évaluer l'évolution temporelle de la confiance pour chaque institution que l'on peut comparer au modèle parcimonieux précédemment présenté au tableau 2.1. On observe qu'à l'exception d'une seule institution, la religion, aucune des institutions à l'étude ne montre un déclin de la confiance moyenne enregistrée de manière statistiquement significative. Au contraire, on remarque que pour les institutions politiques, pour l'armée, et pour les syndicats, la relation au temps est positive.

	Modèle parcimonieux		Modèle 6	
Intercept	3.749145		3.753303	
Niveau 1				
Les institutions				
Politique	-0.331401	***	-0.353741	***
*temps			0.000719	*
Justice	0.406159	***	0.420685	***
*temps			-0.000087	
Armée	0.852513	***	0.631147	***
*temps			0.003411	***
Police	1.204630	***	1.230186	***
*temps			-0.000223	
Système scolaire	0.730453	***	0.765200	***
*temps			-0.000462	
Religion	0.339402	***	0.303982	***
*temps			-0.001923	***
Media (ref)				
Economie	0.373710	***	0.381482	***
*temps			-0.000161	
Syndicat	-0.573625	***	-0.531665	***
*temps			0.001134	***

Niveau 2				
Les régions du Canada				
Maritimes	0.186482	***	0.186523	***
Québec	0.041800		0.041682	
Ontario	0.091266	***	0.091191	**
Ouest (ref)				
Niveau 3				
L'effet du temps				
temps	-0.003659	*	-0.003561	*
temps au carré	0.000009	***	0.000008	**
Variance				
Mesures confiance	1.8000	68%	1.79225	68%
Répondants	0.7147	27%	0.71595	27%
Sondages	0.1201	4,5%	0.11717	4.5%
Total				
	2.6347		2.62537	
Deviance				
	4282866		4278551	
Paramètres estimés				
	17		25	

Toutefois, notons que l'ajout de ces paramètres à l'analyse ne permet pas d'augmenter la variance expliquée.

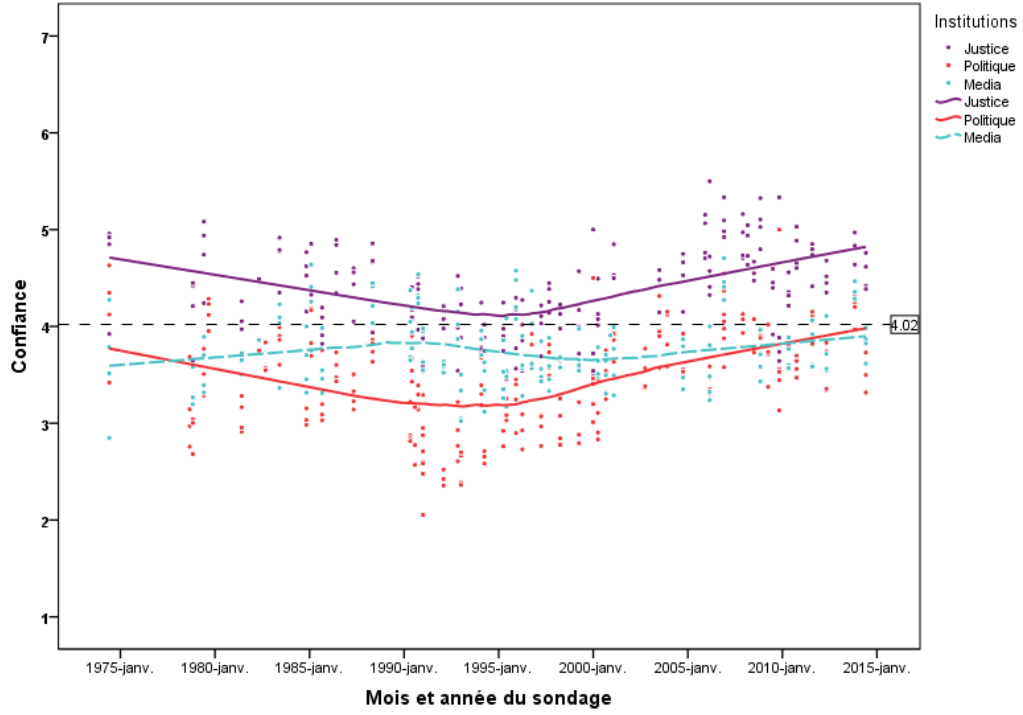
Les analyses présentées jusqu'ici semblent confirmer que la confiance institutionnelle au Canada n'a pas diminué. Cependant, les analyses comportent certaines lacunes auxquelles il faudrait remédier pour offrir un modèle complet de l'évolution temporelle de la confiance institutionnelle au Canada.

Dans un premier, on ne peut évaluer à ce moment-ci les effets potentiels liés aux particularités des méthodes adoptées par les firmes de sondage qui ont récolté les données utilisées pour cette étude. L'analyse multiniveau ne permet pas d'obtenir un modèle d'analyse robuste autorisant une prise en compte simultanée de l'effet de la maison de sondage et du temps.

Ensuite, l'analyse telle que conçue et présentée ne tolère pas de modéliser le facteur temps au carré pour certaines institutions dont on sait, après une inspection visuelle des résultats, que cela serait approprié. Par exemple, si on se réfère au graphique 2.1 on remarque que l'évolution temporelle de la confiance envers le politique et la justice diminue jusqu'au milieu des années 1990 pour remonter par la suite. Par ailleurs, on observe une relation presque inversée avec les médias. Or, être en mesure de modéliser ces relations institutionnelles au temps avec précision et pouvoir ensuite les comparer entre elles se révéleraient un atout de taille pour comprendre les déterminants de la confiance institutionnelle.

Graphique 2.1

La confiance moyenne au Canada par institution



Bibliographie

- [1] Bean, C. (2015). "Changing Citizen Confidence: Orientations towards Political and Social Institutions in Australia, 1983–2010." The Open Political Science Journal **8** (1): 1–9.
- [2] Bergesen, A. and M. Warr (1979). A Crisis in the Moral Order: The Effects of Watergate upon Confidence in Social Institutions. The Religious Dimensions: New Directions in Quantitative Research. R. WUTHNOW. New-York, Academic Press, Inc.: 277–295.
- [3] Caldeira, G. A. (1986). "Neither the Purse Nor the Sword: Dynamics of Public Confidence in the Supreme Court." The American Political Science Review **80** (4): 1209–1226.
- [4] Catterberg, G. and A. Moreno (2005). "The Individual Bases of Political Trust: trends in New Established Democracies." International Journal of Public Opinion **18** (1): 31–48.
- [5] Crête, J., R. Pelletier and J. Couture (2006). Political Trust in Canada: What Matters: Politics or Economics? Canadian Political Science Association. York University, Toronto, Ontario: pp.1 à 30.
- [6] Crête, J., R. Pelletier and J. Couture (2007). Political trust, values, performance and media: A Canadian profile. MPSNA. Chicago, USA: 16 pages
- [7] Dunham, R. G. and A. L. Mauss (1976). "Waves from Watergate: Evidence concerning the Impact of the Watergate Scandal upon Political Legitimacy and Social Control." The Pacific Sociological Review **19** (4): 469–490.
- [8] Durkheim, É. (1893). De la division du travail. Paris, Presse Universitaire de France.
- [9] Frangi, L., M.-A. Hennebert and V. Memoli (2014). "Social Confidence in Labour Unions: A U.S.-Canada Comparison." Canadian Sociological Association **51** (2): 170–188.
- [10] Gallup. (2015, June 2-7, 2015). "Confidence in Institutions." Retrieved 01 janvier, 2016.
- [11] Garfinkel, H. (1963). A conception of, and experiments with, "Trust" as a Condition of Stable Concerted Actions. Motivation and Social Interaction; Cognitive Determinants. O. J. Harvey. New-York, The Ronald Press Company: pp.187-238.
- [12] Gibson, J. L., G. A. Caldeira and L. K. Spence (2003). "Measuring Attitudes toward the United States Supreme Court." American Journal of Political science **47** (2): pp. 354 à 367.
- [13] Giddens, A. (1990). The Consequences of Modernity. Stanford, California, Stanford University Press.
- [14] Guppy, N. and S. Davies (1999). "Understanding Canadians' Declining Confidence in Public Education." Canadian Journal of Education **24** (3): pp.265 à 280.
- [15] Hoffmann, J., P. (1998). "Confidence in religious institutions and secularization: Trends and Implications." Review of Religious Research **39** (4): pp.321-343.
- [16] Ladd, C. L., Jr. (1976). "The Polls: The Question of Confidence." The Public Opinion Quarterly **40** (4): pp. 544–552.
- [17] Lewis, J. D. (1985). "Social Atomism, Holism, and Trust." Sociological Quarterly **26** (4): pp.455-471.
- [18] Lewis, J. D. and A. Weigert (1985). "Trust as a Social Reality." Social Forces **63** (4): 967–985.
- [19] Lipset, S. M. and W. Schneider (1987). The Confidence Gap: Business, Labor, and the Government in the Public Mind Baltimore, USA, The John Hopkins University Press.
- [20] Listhaug, O. and M. Wiberg (1995). Confidence in Political and Private Institutions. Citizens and the State. H.-D. KLINGEMANN, FUCHS, D. Oxford, Oxford University Press Inc. **1**: 298–322.
- [21] Luhmann, N. (1968). La confiance : Un mécanisme de réduction de la complexité sociale. Paris, Economica.
- [22] Mishler, W. and R. Rose (1997). "Trust, Distrust and Skepticism: Popular Evaluations of Civil and Political Institutions in Post-Communist Societies." The Journal of Politics **59**: 418.

- [23] Mishler, W. and R. Rose (2001). "What are the Origins of Political Trust? Testing Institutional and Cultural Theories in Post-Communist Societies." Comparative Political Studies **34** (1): 30–62.
- [24] Nevitte, N. (1996). The Decline of Deference. Mississauga, Ontario, Canada, broadview press.
- [25] Nevitte, N. (2002). Nouvelles valeurs et gouvernance au Canada. Québec, Canada, Les Presses de l'Université de Montréal.
- [26] Newton, K. and P. Norris (1999). Confidence in Public Institutions: Faith, Culture or Performance? Annual Meeting of the American Political Science Association. Atlanta, Princeton University Press: 26 pages.
- [27] Norris, P. (2012). The Democratic Deficit: Canada and the United States in Comparative Perspective. Imperfect Democracies. T. P. LENARD, SIMEON, R. Canada, UBC Press: 23–50.
- [28] Parsons, T. (1937). The structure of social action. United States, The Free Press.
- [29] Roberts, L. W. (2005). Confidence in institutions. Recent Social Trends in Canada 1960–2000. [30] M.-Q. s. U. Press. Montréal, Montréal & Kingston, McGill-Queen's University Press: 433–438.
- [31] Seligman, A. B. (1997). The Problem of Trust. Princeton, New Jersey, Princeton University Press.
- [32] Siu-Kai, L. (1996). "Democratization and decline in of trust in public institutions in Hong-Kong." Democratization **3** (2): 158–180.
- [33] Smith, T. and J. Son (2013). Trends in Public Attitudes about confidence in Institutions. General Social Survey Final Report. N. a. t. U. o. Chicago. Chicago, Il : 1-80.
- [34] Steen, A. (1996). "Confidence in Institutions in Post Societies: The Case of the Baltic States." Scandinavian Political Studies **bind 19** (3): En ligne: https://tidsskrift.dk/index.php/scandinavian_political_studies/article/view/13291/25329.
- [35] Turner, F. C. and J. D. Martz (1997). "Institutional confidence and democratic consolidation in Latin America." Studies in Comparative International Development **32**: 65–84.
- [36] Van de Walls, S., S. Van Roosbroek and G. Bouckaert (2008). "Trust in the Public Sector: is there any evidence for a long term decline?" International Review of Administrative Sciences **74** (1): 47–64.
- [37] Weiler, H. N. (1982). Education, Public. Confidence, and the Legitimacy of the Modern State: Is There a "Crisis" Somewhere. Stanford, CA, Stanford Univ., Calif. Inst. for Research on' Educational Finance and Governance.
- [38] Zussman, D. (1997). "Do citizens trust their governments?" Canadian Public Administration **40** (2): pp. 234 à 254.
- [39] Zussman, D. (2011). Trust in Government: Trends and Implication for Action. Paper presented at the IRPP Conference on the Responsibilities of Citizenship and Public Service, 2005, University of Ottawa: 27 pages.